

der le silence en cette circonstance. Je fais partie de l'opposition, mais je ne la représente pas. J'exprime mes vues personnelles. J'estime que l'opposition a le devoir de dire au ministre qu'il se trompe complètement en recourant à ce mode d'imposition qui, à mon avis, n'est rien moins que la confiscation de la propriété des humbles, des détaillants et des marchands de gros. Le ministre s'est lancé dans une grande campagne de socialisme d'Etat et d'enrégimentation. Songez aux commissions de régie qu'il a instituées ici, à Ottawa. A un dîner du club Rotary, un M. Elliott Little a annoncé, lundi dernier, avant que le Parlement, actuellement en session, en fût saisi, un régime de contrôle qui appellerait 250,000 hommes et qui abolit, pour ainsi dire, les institutions parlementaires. Cela devrait intéresser le ministre du Travail (M. Mitchell), car il représente une région industrielle. Le système indiqué par M. Little entraînera l'enrégimentation de la main-d'œuvre par tout le pays, et il faudra trouver 250,000 hommes d'ici à quelques mois. Où les prendra-t-on? Dans l'industrie et le commerce, sans définir ce qu'est une industrie de guerre, et on les enrégimentera, sans pourvoir à leur remplacement et sans se préoccuper de savoir s'ils font un travail utile et s'ils contribuent à la défaite d'Hitler. On va aussi inscrire les femmes et nous aurons une armée de femmes. Bien de ces gens se promèneront sur les rues, et l'industrie manquant de bras, ils auront peu à faire. Etant donné toutes ces inscriptions, il n'est pas étonnant que nous ayons un exposé budgétaire comme celui qu'on nous a présenté. Depuis le début des hostilités il y a eu six ou huit ou neuf inscriptions et des enrégimentations pour tout le monde, depuis l'époque de la naissance jusqu'au décès. C'est une inflation d'un autre genre qui cause des souffrances inouïes au pays et qui en grande partie, ne sert aucunement à la guerre.

On taxe trop les contribuables et ceux-ci veulent savoir si toutes ces sommes sont affectées ou non à la poursuite de la guerre. Je pourrais citer une trentaine de grandes sommes d'un million et demi à six millions de dollars que nous ne dépensons pas du tout pour la guerre. Nous avons dépensé 6 millions de dollars pour la Société des nations. Nous avons déboursé un million et demi de dollars pour la tenue d'un plébiscite inutile, pure manœuvre politique, qui a absorbé l'attention de la Chambre par intermittence depuis le mois de janvier dernier.

Tous ces organismes de réglementation ont eu des débuts modestes. Quand j'ai interrogé le ministre, avant Pâques, au sujet du plafond des prix, il a répondu qu'il ignorait combien cela coûterait. Puis pendant les vacances de

[M. Church.]

Pâques, M. Gordon est allé à Winnipeg et il a annoncé que le coût du plafond serait de 2 millions de dollars. Subséquentement, le ministre a annoncé que la dépense estimative pour l'année suivante serait de 50 millions de dollars, soit 14 millions de plus que le gouvernement Tupper dépensa en 1896, l'année où il perdit le pouvoir. Le ministre dépense l'argent sans compter, sans l'existence d'un contrôle suffisant et sans effort d'économie. Je ne trouve aucune preuve d'économie dans l'exposé budgétaire. Il faut voir la cause et les effets de toutes ces résolutions. Les frais de lancement des emprunts de la Victoire et les campagnes en faveur de la vente des certificats d'épargne de guerre sont d'un point à un point et demi trop élevés, et je ne m'étonne pas de certaines des plaintes exprimées par les honorables députés à ma gauche. Les frais de lancement de ces emprunts étaient trop élevés; les commissions versées aux courtiers l'étaient aussi avec tous ces réceptions, dîners, frais d'hôtel et de déplacements, et ainsi de suite. Le budget taxe trop le revenu et pas assez le capital. Le ministre et ses conseillers oublient que leur génération donne sa vie et son sang comme l'a fait la précédente et il faudrait faire retomber sur la postérité, qui en retirera les bénéfices, une partie des frais de notre énorme effort de guerre.

Le budget actuel est un budget à la mode de Washington, monsieur le président. Permettez-moi de vous énumérer les sept points du budget de MM. Morgenthau et Roosevelt: premièrement, les gains des sociétés doivent être lourdement taxés; deuxièmement, le plafond des prix doit être maintenu; troisièmement, la rémunération du travail doit être stabilisée; quatrièmement, les prix des produits agricoles doivent être stabilisés; cinquièmement, tous les citoyens devraient acheter des bons de guerre et l'épargne doit être obligatoire,—c'est de là que nous est venue l'idée, mais il ne restera plus rien à épargner quand ces impôts seront acquittés; sixièmement, les denrées rares doivent être rationnées et septièmement, il faut décourager les achats à crédit et encourager le remboursement des dettes et le paiement des hypothèques. Tels sont les sept points du budget des Etats-Unis. Ils établissent l'objectif des douze mois à venir, en guerre comme en paix, de même que pour les travailleurs civils. Dans notre budget, cependant, je ne relève aucun objectif pour l'année prochaine. Le ministre ne fait que dépenser à tort et à travers, exigeant trop de ceux qui paient l'impôt sur le revenu, frappant de cet impôt les petits salariés et créant dans l'industrie et le commerce, chez les détaillants et les petits grossistes des conditions qui produiront beaucoup de chômage au pays, l'enrégimentation